

## **Registre des armes à feu : le directeur viré**

*Le Devoir, Guillaume Bourgault-Côté, 19 août 2010*

### **Marty Cheliak défendait le programme qu'Ottawa veut couper**

Ottawa — Officiellement, Marty Cheliak est parti apprendre le français. Mais l'opposition n'en croit rien: le directeur du Programme canadien des armes à feu (PCAF) a selon elle été écarté de son poste pour avoir exprimé trop bruyamment son soutien au registre des armes à feu, que souhaite éliminer Ottawa.

Après l'ombudsman des vétérans mardi, c'est donc au tour du responsable du registre des armes à feu de quitter son poste dans des circonstances qui sèment la pagaille à Ottawa. À quelques semaines d'un important vote qui pourrait signer l'arrêt de mort du registre, le surintendant principal Marty Cheliak a été remercié et remplacé hier par Pierre Perron.

### **Un poste bilingue**

M. Cheliak avait été nommé directeur du PCAF en août 2009. Selon la Gendarmerie royale du Canada (GRC), son remplacement était inévitable: le poste qu'il occupait (commissaire adjoint) nécessite que le titulaire soit bilingue. «M. Cheliak ne répondait pas aux exigences du poste», indique-t-on. C'est pourquoi il ira suivre des cours de français dès son retour de vacances.

Mais ils ont été plusieurs à relever hier que M. Cheliak n'était pas plus bilingue lorsqu'il a obtenu le poste en 2009. À l'époque, cela n'avait pas été un problème. «Ce n'est certainement pas le premier fonctionnaire qui ne parle pas français au pays, a lancé ironiquement Joe Comartin, critique du NPD en matière de sécurité publique. S'il fallait que tous ceux qui vont suivre des cours doivent arrêter de travailler en même temps...» La députée bloquiste Maria Mourani estime pour sa part que «si l'enjeu du bilinguisme était véridique, la GRC n'aurait pas pris un an pour allumer».

L'explication est donc ailleurs, affirme l'opposition. «Les conservateurs cherchent à punir [M. Cheliak] parce qu'il veut protéger les policiers avec un programme efficace de gestion des armes à feu», a indiqué le libéral Mark Holland.

«Ce qu'on voit ici, c'est une politique d'éradication des voix indépendantes autour du gouvernement fédéral», selon son collègue du caucus, David McGuinty. «L'objectif, c'est d'écraser la dissidence», pense Maria Mourani.

Durant son mandat, Marty Cheliak s'est montré un farouche partisan du maintien du registre des armes à feu. Lors d'une comparution devant le Comité parlementaire de la sécurité publique, le 4 mai, il avait notamment indiqué que les «renseignements et l'expertise que fournit le programme jouent un rôle de premier plan dans la prévention des crimes commis avec des armes à feu», et qu'il contribue «à accroître la sécurité des agents de police» canadiens.

Visant le projet de loi C-391 de la députée conservatrice Candice Hoepfner, M. Cheliak avait ensuite ajouté que «sans notre base de données sur les armes d'épaule, nous risquons d'ouvrir la porte à une accumulation illimitée et non surveillée d'armes d'épaule». Son plaidoyer proregistre était sans équivoque.

Il a d'ailleurs travaillé durant son séjour au PCAF à rassembler en un front commun les principaux regroupements de policiers favorables du maintien du registre (Association canadienne des chefs de police — ACCP —, Association canadienne des commissions de police, Association canadienne des policiers). Marty Cheliak devait recevoir lundi un prix de l'ACCP pour souligner son travail de soutien au registre.

## **Armes d'épaule**

Le projet de Mme Hoepfner vise précisément à abolir le registre des armes d'épaule — étape initiale vers un démantèlement complet du registre. Populaire dans les circonscriptions rurales, il a réussi le test du premier vote grâce à l'appui de 8 députés libéraux et de 12 néodémocrates (puisque'il s'agit d'un projet de loi d'initiative parlementaire, les députés ne sont pas tenus de respecter la ligne de parti lors du vote).

L'avenir du projet de loi demeure toutefois incertain. Le vote de troisième lecture est prévu dès la rentrée, le 22 septembre. On sait que le Bloc québécois et le Parti libéral voteront contre — Michael Ignatieff a annoncé qu'il obligera ses troupes à respecter cette directive. Mais au NPD, on reconnaissait hier qu'il y a encore des dissidents. Consciente que le résultat sera serré, Mme Hoepfner a lancé la semaine dernière une tournée-croisade pour convaincre les députés indécis de l'appuyer.

Le gouvernement s'est refusé hier à faire tout commentaire concernant le renvoi de Marty Cheliak. Depuis la Nouvelle-Écosse, le premier ministre Harper a indiqué que ce «n'est pas un sujet d'ordre politique. La position du gouvernement sur le registre est bien connue: nous appuyons l'élimination du registre des armes d'épaule pour les fermiers et les chasseurs de canards. [...] Mais les décisions qui concernent le personnel de la GRC sont prises par la GRC», a-t-il dit.

## **Ombudsman**

N'empêche: Marty Cheliak s'ajoute selon l'opposition à une longue liste de responsables mis de côté après avoir critiqué le gouvernement. Les noms de Peter Tinsley (Commission des plaintes concernant la police militaire), Linda Keen (Commission de sûreté nucléaire), Pat Stogran (ombudsman des vétérans) et Steve Sullivan (ombudsman des victimes d'actes criminels) sont entre autres cités par les différents partis pour illustrer le problème.

Hasard de calendrier, c'est hier que le ministre de la Justice, Rob Nicholson, a présenté à la presse la remplaçante de M. Sullivan. Lorsqu'on lui a demandé si elle pensait pouvoir jouir d'une totale liberté de parole durant son mandat, Sue O'Sullivan a répondu «oui», mais elle a lu le reste de sa réponse. «Pour moi, la priorité est le renforcement des droits des victimes et de m'assurer que le système réponde à leurs besoins et préoccupations», a indiqué la nouvelle ombudsman.

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/294618/registre-des-armes-a-feu-le-directeur-vire>